

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement au « Projet de protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité »

Déposée par Messieurs Ernâni Lopes et Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et Suppléant

---

- Paragraphe 1 : « **Dans l'exercice de ses compétences**, chaque Institution veille de manière continue au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité définis à l'article 8 de la Constitution. »
- Insérer comme §1 bis: « **L'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité respecte les dispositions générales et les objectifs de la Constitution, notamment en ce qui concerne le maintien intégral de l'acquis communautaire et de l'équilibre institutionnel, ainsi que les principes mis au point par la Cour de justice en ce qui concerne la relation entre le droit national et le droit de l'Union.** »
- **La subsidiarité est un concept dynamique qui devrait être appliqué à la lumière des objectifs énoncés dans la Constitution. Il permet d'étendre l'action de l'Union, dans les limites de ses compétences, lorsque les circonstances l'exigent et, inversement, de la limiter et d'y mettre fin lorsqu'elle ne se justifie plus ».**

Note explicative : Le critère de simplification qui a guidé la rédaction de ce protocole ne doit pas conduire à l'élimination des principes structurants de l'application de ce principe énoncés à Amsterdam.

- Paragraphe 2 : « Avant de proposer un acte législatif, la Commission, **sans préjudice de son droit d'initiative**, procède à de larges consultations. Ces consultations doivent tenir compte, le cas échéant, de la dimension régionale et locale des actions envisagées. En cas d'urgence exceptionnelle, la Commission ne procède pas à ces consultations. Elle motive sa décision dans sa proposition »
- Paragraphe 4 : Eliminer « Cette fiche devrait comporter des éléments d'appréciation de son impact sur le plan financier, ainsi que de son application, lorsqu'il s'agit d'une loi-cadre, sur la réglementation à mettre en œuvre par les Etats membres, y inclus, le cas échéant, la législation régionale ».
- Paragraphe 5 : « 5. Tout Parlement national d'un Etat membre ou toute chambre d'un Parlement national peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission de la proposition législative de la Commission, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé **qui comportera une fiche** contenant les raisons pour lesquelles il estimerait que la proposition en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Il appartient à chaque Parlement national ou à chaque chambre d'un Parlement national de consulter, le cas échéant, de chacune des Chambres dans le cas des Parlements bicaméraux et/ou, les Parlements régionaux avec pouvoirs législatifs.

Note explicative : Le devoir de la Commission élaborer une fiche explicative et détaillée prévu au paragraphe 4, doit être aussi appliqué aux Parlements nationaux en ce qui concerne le non-respect du principe de subsidiarité.

---